

TIZI-OUZOU

# Instabilité du sol et glissements de terrain à Iboudrarène

**A l'instar des communes de Aïn-El-Hammam et Akbil, relevant de la même circonscription administrative, la commune d'Iboudrarène, dans la daïra de Béni-Yenni, vit sous le risque de dangereux glissements de terrain menaçant tous les villages dans leurs constructions, équipements et ouvrages publics.**

Cette menace est d'autant plus accentuée en période hivernale, où la région, montagneuse et au relief instable et accidenté, connaît un froid glacial, une pluviométrie torrentielle et d'importantes chutes de neige entre 750 et 1000 m d'altitude au fur et à mesure qu'on avance vers les villages de Bouadnane, Thala n'Tazart, Darna et Aït Allaoua, au pied de la montagne.

Depuis notamment les années 2000, la commune d'Iboudrarène a connu plusieurs cas d'éboulement et de glissement de terrain qui, fort heureusement, n'ont causé que des dégâts aux infrastructures routières, quelques équipements publics et constructions de particuliers.

Ainsi, au village de Thala n'Tazart, une chute de pierres a causé la destruction de la station de refoulement de l'eau potable desservant le village. C'est un miracle que le château d'eau, se trouvant juste à côté, ait été épargné.

Un projet de réalisation d'une dalle de protection en béton armé a été inscrit sur le budget de wilaya et attend toujours d'être finalisé, faute d'entreprises, nous dit-on à l'APC. Ce même village a aussi connu un glissement de terrain qui a causé la destruction de la salle de soins qui, deux années après ce sinistre, n'est

toujours pas remise en service. Toujours dans le même village, un autre glissement de terrain, suite aux travaux de terrassement d'un stade, a provoqué la fermeture de quatre routes (une principale et trois menant vers les quartiers et hameaux du village), emportées par des tonnes de tuf et de pierres charriées par les crues d'eau.

Les routes ont été rouvertes à la circulation, mais le danger demeure présent tant que des gabions et des ouvrages n'auront pas été réalisés pour stabiliser le terrain et canaliser les eaux pluviales. Un peu plus bas, au village de Bouadnane, l'habitation d'un citoyen menace de s'effondrer à cause d'un glissement en aval de la RN 30.

Au village Ighil n'Tsedda, le sinistre ayant touché la maison de M. Aït Bouabdellah Arezki, en raison d'un autre glissement de terrain, toujours sur la RN30, fait craindre le pire. Si un mur de soutènement n'est pas réalisé en urgence, la construction, fissurée à plusieurs endroits, risque de s'effondrer à tout moment. Son propriétaire ne sait plus à quel saint se vouer pour sauver «le toit et la vie» de ses enfants, ne cesse-t-il de crier depuis une année à qui voudrait bien l'entendre.

Au village Tassaft, l'école Ali-Mohamed-Mohand-Ouidir est pas-

sée à un doigt de l'effondrement en 2007, après un glissement de terrain sous ses fondations, donnant sur la RN30. Si l'école a résisté, le mur d'une construction appartenant à un particulier a été complètement détruit avec ses poteaux.

Fort heureusement, l'école a pu être sauvée grâce à l'intervention des services de l'APC et de la Slep de Beni-Yenni qui ont vite fait d'engager les travaux de réalisation d'un voile en béton armé, en cours d'achèvement. Au quartier Ath Ouamara, toujours au village de Tassaft, c'est une partie de la route qui s'est affaissée, suite à un autre glissement de terrain qui a emporté la clôture d'une propriété privée et les fondations d'un poteau électrique, basse tension, menaçant de tomber sur la maison du même propriétaire.

Dans ce même village, les constructions au quartier Aït Slimane, situées sur les hauteurs de la RN30, sont menacées également d'effondrement si le mur de soutènement, dont une partie est déjà réalisée, n'est pas prolongé jusqu'à la limite de son tracé initial.

Ce cas avec celui du chemin menant au quartier Aït Eurbah, fermé aussi après un glissement de terrain, qui met aujourd'hui en danger une partie du cimetière du village et quelques habitations, est pris en charge par la direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya qui a alloué, dans le cadre des intempéries, une enveloppe de plus de cinq millions de dinars. Mais les travaux tardent à démarrer, avons-nous

appris de source autorisée, ce qui n'est pas pour rassurer les populations concernées.

Le village Ighil Bouamas n'a pas été non plus épargné, puisque nous y enregistrons l'effondrement de deux murs de maisons appartenant à des particuliers, ainsi que la destruction d'un poteau d'éclairage public, tous emportés par des glissements de terrain.

Devant ce risque qui menace la vie des citoyens et les infrastructures publiques, les élus locaux se disent «très inquiets et préoccupés par une situation des plus critiques», mais avouent leur impuissance à engager des solutions urgentes qui nécessitent des financements de l'administration. «Nous avons établi l'an dernier des fiches techniques de plus de 4 milliards de centimes, uniquement pour les murs de soutènement. Nous n'avons reçu qu'un peu plus de la moitié de ce montant, pour tous les PCD et pour tout un exercice budgétaire.

Les opérations les plus importantes sont prises en charge par l'administration, dans le cadre des programmes sectoriels qui, souvent et malheureusement, tardent à être lancés.

Aussi, il ne nous reste qu'à alerter et attendre d'être entendus en espérant que l'irréparable ne se produira pas», nous confiera un élu de l'APC, qui a formulé au passage le souhait que les assemblées communales bénéficient de dotations en PCD à la mesure des besoins des populations qu'elles représentent.

Sadek Aït Salem

ADRAR

## Hadjer, 12 ans, une fille courageuse

Elle s'appelle Hadjer. Elle vient à peine de fêter ses douze ans. De parents analphabètes et totalement démunis. Hadjer étudie seule et parvient à se hisser en haut du classement. Cette année, elle est en 1<sup>re</sup> année moyenne.

Pourquoi parler et relater la vie de cette jeune adolescente ? Tout simplement parce qu'elle émerge du lot et ses notes sont bonnes et ce, malgré les dures conditions de vie. Obligée de se lever quotidiennement à l'aube, parce que son établissement scolaire se trouve à plus de 3 km, elle est contrainte de faire tout le trajet à l'aller comme au retour à pied. Qu'il fasse froid, car les matinées en hiver sont glaciales, ou chaud, le soleil tape très fort en été, notre élève intrépide, téméraire et pleine d'abnégation est toujours présente.

Parfois pour parer au plus pressé et gagner un peu de temps qui sera consacré à une éventuelle révision, un acharnement chez cette enfant, elle coupe par l'erg, immense tas de sable qui alourdit les jambes et gêne la marche. Pour se couvrir et se protéger de ce froid, Hadjer n'a pas l'embarras du choix. Mais qu'importe, son unique objectif, son seul but c'est d'apprendre et continuer à le faire. Des bonnes notes, elle en a fait son dada. Jamais en dessous de 18 et dans toutes les matières. Seul avantage pour elle, la demi-pension que lui offre son collège et qui la dispensera du trajet de midi. Manger sur place, quelle aubaine ! Un gain de temps énorme qui servira aux révisions. Une fois chez elle, Hadjer ne dispose pas d'un confort auquel chacun aspire mais juste le nécessaire.

Point d'appareil de chauffage, on utilise les moyens du bord. Drapée dans une couverture, elle se penche régulièrement sur ses cahiers avec comme seul support la table (meïda) de la cuisine. Néanmoins, avant de pouvoir s'atteler à cette tâche éducative, notre adolescente doit s'acquitter de quelques travaux ménagers, en somme aider la maman. Sans rouspéter, elle le fait et parvient toujours à joindre les deux bouts. Un don, me diriez-vous, mais aussi une volonté sans faille, une hargne de réussir. Des efforts qui finissent par être récompensés.

Cette jeune fille habitant dans un petit ksar, Blilou, situé à plus de 20 km du chef-lieu et qui relève de la commune de Bouda. Aussi, elle trouve le temps d'aller à l'école coranique. Malgré toutes ces conditions difficiles et éprouvantes, malgré la contrainte du trajet, le peu de moyens mis à sa disposition, Hadjer n'est jamais découragée. Elle prend les choses comme elles se présentent et seule une envie l'obsède : percer dans ses études et aller de l'avant. Elle y tient et le répète à chaque occasion. Hadjer finira bien par y arriver. Avide de savoir, elle n'hésite jamais à relever les défis. Celui-ci est important : vaincre l'ignorance !

## Des ralentisseurs pour contrecarrer les accidents

Le mois de novembre a été particulièrement douloureux pour ceux ayant perdu leurs proches dans des accidents de la route. Pas moins de onze accidents ont été recensés, dont quatre, malheureusement, ont engendré des décès et 13 blessés graves. Une jeune enseignante fauchée par un bus, une fillette de 9 ans tuée sur le coup par une moto, un camion citerne percuté un taxi et la liste est longue.

La cause principale de ces accidents est le non-respect du code de la route et l'excès de vitesse. Devant cette série noire et afin de mettre fin à pareils dépassements, les autorités locales ont réagi énergiquement par une série de mesures préventives. Les contrôles sont plus rigoureux et plus fermes et les sanctions de retrait de permis ne se font pas attendre.

A l'intérieur du tissu urbain, on procède à la mise en place de ralentisseurs au niveau des établissements scolaires à forte concentration piétonne. Les gros camions sont interdits de circulation au sein de l'agglomération.

Les ralentisseurs répondant aux normes autorisées ont apporté un soulagement, comme nous le confie M. A., père de famille. «Maintenant, nos enfants traversent en toute quiétude car les automobilistes sont obligés de ralentir.»

## Flambée des prix des légumes

Ces jours-ci, au niveau du marché des fruits et légumes d'Adrar, les prix pratiqués dépassent l'entendement.

Conséquence, les petites bourses se rabattent sur les pâtes et les légumes secs. La tomate à 140 DA le kilo, les haricots à 120 DA, la mandarine de petit calibre à 100 DA, et j'en passe.

Aucun respect pour le consommateur qui est, comme d'habitude, le dindon de la farce. «Oui s'écrit F. T., une sexagénaire au pas lourd, je suis là depuis un bon moment et mon panier est toujours vide, je tourne en rond, tout simplement parce que c'est trop cher.» Un commerçant essaie tant bien que mal de fustifier les prix élevés pratiqués : «On vend cher parce qu'on achète cher. C'est la loi de l'offre et de la demande.» Une énorme benne à ordures se trouve près des étals, attirant mouches et moustiques. Parfois, des ânes s'en mêlent et «broutent» les ordures.

Un véritable tohu-bohu qui vous donne le tournis. Une réalité, à laquelle font face quotidiennement les consommateurs.

EI-Hachemi S.

# 60 foyers sans électricité ni gaz naturel depuis 7 ans

**Qu'a-t-on fait et que faut-il faire pour que nous soyons branchés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel de Tadmaït, à 20 km à l'ouest de Tizi-Ouzou ?**

La question ne cesse de tarauder l'esprit des 60 locataires d'un bâtiment situé au centre de la localité de Tadmaït, à quelques dizaines de mètres du commissariat de police, non loin de la mairie, où habitent des enseignants de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

A l'origine de ce problème inexplicable, se trouverait, selon les locataires légaux, une affectation de logements au profit d'universitaires ne résidant pas dans la commune, alors que le bâtiment était convoité par des citoyens de la localité, avec

les encouragements des élus locaux de l'époque, opposés au fait que l'opération d'attribution de logements sociaux soit assurée par la daïra.

Profitant de ce conflit de compétence, des citoyens de Tadmaït ont squatté, dès que l'information a été rendue publique, les appartements encore inoccupés par leurs attributaires légaux, fournissant ainsi un argument supplémentaire aux services concernés de l'Etat pour priver le bâtiment d'énergie électrique et de gaz naturel, pénalisant, par ailleurs, sans distinction, les locataires légaux et illégaux du bâtiment. Cela dure depuis plus de 7 ans : 7 hivers de souffrance imposée notamment aux personnes âgées et aux enfants exposés au froid rigoureux et à un taux d'humidi-

té élevé. Une forêt de câbles électriques, résultat de branchements provisoires réalisés avec le voisinage, d'un bâtiment à l'autre, mêlés à ceux du réseau officiel pour l'éclairage précaire des occupants.

Il s'agit, pour les locataires concernés, ni plus ni moins que d'une discrimination délibérée, puisque, affirment -ils, les poteaux électriques sont installés devant le bâtiment et les immeubles voisins sont alimentés. Ils se demandent également ce qu'attendent les pouvoirs publics pour mettre les jugements rendus par la justice contre les squatteurs en exécution, à défaut de les régulariser, pour assainir la situation de ce bâtiment de 60 appartements dont les occupants sont exposés la nuit à l'insécurité.

B . T.